

→ COUPES BUDGÉTAIRES

La formation continue toujours plus remise en question

Les études scientifiques, universitaires, économiques font l'éloge d'une formation continue souple, modulable, répondant tant aux besoins individuels que sociaux et économiques. Mais comment conjuguer des formations efficaces avec des efforts d'économies drastiques nécessaires au redressement économique?



FABIEN LOI ZEDDA
Professeur à la Haute Ecole de Gestion du canton de Vaud (HEIG-VD), il dirige, un postgrade en économie publique et a la responsabilité de la formation continue de la Haute Ecole Vaudoise (HEV). Président des Universités Populaires de Suisse.

«AMOR ET LABOR omnia vincit». Cette maxime de nos anciens rappelle qu'il faut remettre sans cesse l'ouvrage sur le métier, mais que le travail, l'amour pour ce que l'on fait et ce que l'on décrirait peut-être aujourd'hui comme des valeurs parviennent à bout de tout défi. Citée toujours avec éloge dans les discours de cantine, prônée sans vergogne dans l'argumentation politique, la formation permanente et continue est en danger.

Un public de plus en plus exigeant et concerné

Comme une barque superbe, mais délicate à manœuvrer, avec des équipages parfois changeants, la formation continue, ce sont bien sûr de nombreux professeurs motivés et dévoués, mais c'est aussi et surtout un public de plus en plus exigeant – il a raison –, concerné et qui nous permet de nous remettre en question. L'équipage, l'état de l'embarcation, les passagers, le trafic, l'appréciation du temps et des vents, le poids de la cargaison, la destination comme le port d'attache nécessitent attention, prudence et respect.

FINANCER LA FORMATION CONTINUE POSE PROBLÈME PARTOUT, QUAND CE N'EST PAS SA SUPPRESSION QUI EST ENVISAGÉE.

Ballottée parfois dans des «grains» provoqués par les difficultés financières, la formation continue passe, aux yeux des partis et des décideurs, souvent au second plan par rapport à la formation générale et/ou de base, elle-même régulièrement

sous les feux de telle ou telle polémique.

Des dangers dans différents domaines

En 2004, les Universités populaires ont réagi aux coupes budgétaires graves dans la formation d'adultes, annoncées par l'Office fédéral de la culture et son ancien chef. Mais les Universités populaires ont surtout su relever les manches, prendre des contacts et convaincre: les votes pour l'annulation de cette mesure, en décembre dernier, tant au Conseil National (129 à 36) qu'au Conseil des Etats (25 à 15), dont nul ne pouvait prévoir l'ampleur et la clarté, sont éloquentes. Il s'agit aussi de relever l'intelligence et la compréhension de politiques qui ont pu corriger les mauvais choix d'une administration mal informée ou désinformée.

Dans le monde académique, des Universités aux Instituts, dans le Masterplan HES alors qu'il s'agit d'une des missions attribuées par la loi fédérale, partout la question des financements de la formation continue pose problème, quand ce n'est pas sa suppression qui est presque programmée.

Pourtant, toutes les analyses, études scientifiques et universitaires, les conclusions de l'OCDE et des centres de formation de multinationales font au contraire l'éloge d'une formation continue souple, rapidement proactive, modulable et répondant tout à la fois aux besoins individuels, sociaux et économiques.

Des témoins concernés et privilégiés

C'est ce que viennent de confirmer nos invités aux deux premiers «5 à 7 de la Formation continue de la Haute Ecole Vaudoise», MM. Olivier Steimer, Président du Conseil d'administration de la BCV, membre de celui des CFF, et Daniel Borel, co-fondateur de Logitech. Ces nouveaux «events» proposent à nos professeurs, diplômés, assistants et étudiants les interventions de fortes personnalités, provoquant débat et échanges d'idées.

Les deux figures précitées sont des acteurs du monde dans lequel s'inscrit la nouvelle Haute Ecole d'Ingénieurs et de Gestion du canton de Vaud (HEIG-VD). Ils ont tout récemment (7 et 21 juin derniers) réaffirmé la mission essentielle de la formation continue pour le développement de notre pays.

Mais voici qu'apparaît le «syndrome paradoxal»: comment conjuguer une juste responsabilisation individuelle, des choix

concrets, des formations efficaces, des unités réellement capitalisables avec des efforts d'économies drastiques nécessaires au redressement économique: on coupe d'un côté ce que d'autres (quand ce ne sont pas les mêmes) jugent indispensable pour assurer un avenir...

Et c'est là que la situation, du moins dans le domaine des Etudes Postgraduées (voir www.postformation.ch) des HES, n'est pas la même entre certaines régions de Suisse allemande et la Suisse romande.

Quels sont les objectifs de ces études

Les objectifs généraux poursuivis par ces études sont:

- ▶ d'assurer aux participants une connaissance de base multidisciplinaire,
 - ▶ de lier les connaissances théoriques à de nombreuses études de cas,
 - ▶ de consolider les connaissances acquises dans un travail de fin d'études.
- Les collectivités locales et publiques, de nombreuses entreprises sont confrontées à des enjeux de plus en plus complexes. Leur mode de fonctionnement est remis en cause par de nouvelles méthodes. Les questions de management et de politiques économiques, par exemple, la nécessité de mieux cibler les actions, l'inscription de démarches dans le cadre du développement durable, devien-

nent des impératifs majeurs. Ces changements nécessitent une formation adaptée aux cadres d'entreprises et d'administrations publiques ou parapubliques.

Par gros temps, ne réduisons pas toutes les voiles

Et parfois, dans une tempête, il faut même «gréer à contre»... Or, la situation et le tissu économiques ainsi que les us du marché romand ne provoquent pas, comme c'est le cas ailleurs, une reprise en charge de ce que les pouvoirs publics décident de ne plus assumer.

Il devient donc capital, dans une

qu'autrement certains navires ne regagnent pas le port et que d'autres y restent très longtemps. Et comme «celui qui attend que tout danger soit écarté pour mettre les voiles ne prendra jamais la mer»... (Thomas Fuller).

Il faut passer à l'action

Les décideurs qui ont le recul indispensable, les personnalités politiques d'envergure, et il y en a, des responsables lucides de nos économies publique et privée connaissent ces enjeux et doivent intervenir. Afin que la société concernée puisse décider et assumer des choix identifiés, qui engagent le pays

Corriger les mauvais choix d'une administration mal informée ou désinformée.

période de disette, de faire les bons choix: privilégier les formations directement profitables certes, mais aussi celles à vues larges et anticipatives, créer les conditions pour stimuler la responsabilité personnelle: tout ceci ne peut être conçu sans accorder un bonus à l'investissement, aussi bien au proposant qu'au client: les efforts consentis par les deux camps le méritent.

Nombreux sont les responsables de formation qui craignent

à long terme. Quant à notre mission, dans ces circonstances, elle consiste à éveiller, avertir, témoigner.

Diogène ne cherchait-il pas, la nuit, à rencontrer ses concitoyens, avec une lumière et un gourdin, en leur disant chercher un homme honnête? ■

L'auteur a, dans sa carrière, travaillé avec quatre Conseillers d'Etat de partis différents et présidé les Secrétaires généraux suisses des Départements de l'instruction publique.